

NOTES D'ANALYSE n°3

Focus 2030

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

Rôle de l'aide publique au développement dans les progrès réalisés



SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT : RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRÈS RÉALISÉS

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Au cours des 20 dernières années, des progrès significatifs ont été enregistrés dans le domaine de la santé mondiale avec notamment une espérance de vie à la naissance en forte augmentation, une diminution de la mortalité maternelle de plus de 45% ou encore la baisse de 47% des nouvelles infections par le VIH-Sida.
- Les années 2000 constituent l'âge d'or de l'aide internationale en santé qui n'a cessé d'augmenter au cours de cette décennie. Elle se maintient désormais autour de 37 milliards de dollars par an.
- Pendant plusieurs années, la santé était un secteur prioritaire de l'aide publique au développement française. On constate aujourd'hui une stagnation voire une tendance à la baisse des budgets de certains sous-secteurs de l'aide en santé de la France.

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRÈS RÉALISÉS

“ DES AVANCÉES INCONTESTABLES SUR LE TERRAIN DE LA SANTÉ MONDIALE ”

Au cours des deux dernières décennies, le monde a enregistré des avancées significatives dans le domaine de la santé. La moyenne mondiale d'espérance de vie à la naissance s'élève désormais à 72 ans (en 2016), c'est à dire une hausse de 5,5 années entre 2000 et 2016, soit sa plus forte augmentation depuis les années 60⁽¹⁾.

Les pays à faible revenu affichent aujourd'hui la progression la plus franche avec un gain moyen de 9 années entre 2000 et 2016, atteignant aujourd'hui une espérance de vie de 63 ans⁽²⁾. L'Afrique subsaharienne, malgré son retard, présente un rythme de croissance aussi élevé qui lui a permis de passer d'une espérance de vie de 51 ans en 2000 à une espérance de vie de 60 ans en 2016, notamment grâce à une diminution importante de la mortalité infantile.

Selon les projections des Nations unies, la durée de vie moyenne à la fin du XXI^{ème} siècle pourrait atteindre 89 ans dans les pays développés et 81 ans dans les pays en développement.

Les raisons de cette nette amélioration et du rattrapage progressif des pays en développement peuvent être identifiées par l'effet cumulé de plusieurs facteurs :

- Les avancées technologiques majeures survenues au cours des deux dernières décennies (nouveaux vaccins, nouveaux traitements antirétroviraux pour le HIV (ARV), les ACT (actes combinés à base d'artémisinine) et les moustiquaires imprégnées contre le paludisme ;
- la priorisation des politiques nationales de santé dans les pays en développement ;
- une croissance forte constatée dans de nombreux pays à revenu intermédiaire ;

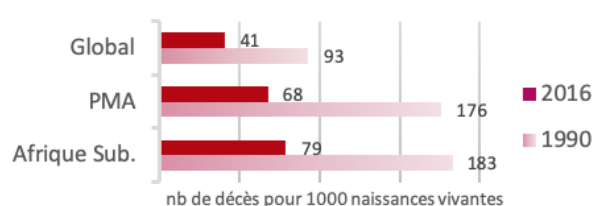
- la mobilisation de montants substantiels d'aide publique au développement en faveur de la santé.

Des progrès sans précédent au cours des années 2000

La période 2000-2010 est souvent décrite comme l'âge d'or de la santé mondiale. Sous l'impulsion des Objectifs du Millénaire pour le développement (dont 3 objectifs ciblent directement la santé), on assiste au cours de cette décennie à une intensification de l'action collective dans le domaine sanitaire. L'augmentation spectaculaire des financements disponibles ainsi que la création de nouvelles initiatives comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (en 2003), l'Alliance GAVI pour les vaccins (2000) ou encore UNITAID (2006) ont permis d'enregistrer des résultats significatifs et d'améliorer considérablement l'état de santé de la population mondiale.

Le taux de **mortalité infantile a diminué de plus de la moitié** par rapport au niveau de 1990. Le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans est ainsi passé de 12,7 millions à 5,6 millions en 2016⁽³⁾.

DÉCLIN DE LA MORTALITÉ INFANTILE 1990-2016



Source : IGME Report 2017

DÉCLIN DE LA MORTALITÉ MATERNELLE 1990-2015



Source : WHO 2015

(1) http://www.who.int/gho/mortality_burden_disease/life_tables/situation_trends_text/en/

(2) <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN?locations=XL>

(3) <http://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/children-reducing-mortality>

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRÈS RÉALISÉS

Le taux de **mortalité maternelle a quant à lui diminué de 45%** depuis 1990. Comme le montre le graphique ci-dessus, la majeure partie de cette diminution s'est opérée à partir des années 2000. Ce sont les pays d'Asie du Sud qui ont enregistré la progression la plus marquante avec une diminution du taux de mortalité de 67% sur la période, passant de 538 à 176 décès pour 100 000 naissances vivantes⁽⁴⁾.

En revanche, les avancées en matière de droits et de santé sexuelle et reproductive (accès à la planification familiale, prévention des grossesses non désirées, etc.) ont été marquées par une progression plus lente.

L'éradication (quasi) totale de la poliomyélite

La lutte contre la poliomyélite constitue une bonne illustration du rôle décisif que peut jouer la solidarité internationale en faveur de la santé mondiale. Les actions menées dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) ont en effet abouti à une élimination presque totale de cette pandémie, le nombre de cas ayant baissé de plus de 99% depuis le lancement de l'IMEP en 1988.

Endémique dans 125 pays il y a 30 ans, la poliomyélite ne l'est plus aujourd'hui que dans trois pays (Nigéria, Afghanistan et Pakistan). Seulement 37 cas ont été notifiés en 2016 contre environ 350 000 à la fin des années 80.

Pour autant, l'effort doit aujourd'hui se poursuivre pour traquer la maladie dans ses derniers foyers de résistance. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'échec de l'éradication dans les derniers bastions de la maladie pourrait aboutir à ce que 200 000 nouveaux cas réapparaissent chaque année au cours des 10 ans à venir.

La lutte contre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies présente également des résultats très encourageants. Les **nouvelles infections à VIH ont été réduites de près de la moitié (47%) au cours des 20 dernières années**. Les décès liés au sida ont aussi baissé de 51% par rapport au niveau atteint lors du pic de la maladie en 2004. Fin 2017, l'[ONUSIDA](http://www.unaids.org/fr/resources/fact-sheet) estimait à 21,7 millions le nombre de personnes

recevant un traitement antirétroviral (ARV) alors que 800 000 seulement en bénéficiaient en 2003. La progression spectaculaire de l'accès aux traitements ARV et les efforts de prévention ont permis de faire chuter le nombre de décès dûs au sida de 1,9 million en 2005 à 1 million en 2016⁽⁵⁾.

Sur le terrain de la lutte contre le paludisme, la mise à disposition de nouveaux outils (combinaisons thérapeutiques ACT, tests de diagnostic rapide, moustiquaires imprégnées...) a permis d'**éviter plus de 6,2 millions de décès** entre 2000 et 2015. Cette amélioration a concerné largement l'Afrique subsaharienne avec une réduction d'environ 69% de la mortalité due au paludisme chez les enfants de moins de cinq ans.

Cependant, le dernier rapport sur le paludisme dans le monde (2017) fait état d'une stagnation dans les progrès obtenus ces dernières années contre la maladie. En 2016, on comptabilisait 445 000 décès dûs au paludisme, un chiffre similaire à celui de 2015 (446 000).

La vaccination contre la rougeole a également sauvé la vie de millions d'enfants. Entre 2000 et 2016, **le nombre de décès liés à la rougeole a été réduit de 84%**. Ces progrès ne sont toutefois pas irréversibles, comme en atteste la récente explosion du nombre de cas de rougeole constatés en Europe du fait d'un trop faible taux de couverture vaccinale.

“ **L'AGENDA INACHEVÉ DES OMD SANTÉ (OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT) ET LE DÉFI DES ODD (OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE) ”**

Finir le travail des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

En dépit des améliorations spectaculaires obtenues depuis 20 ans, il ne faut pas perdre de vue que la plupart des objectifs fixés dans le cadre des OMD santé n'ont pas été pleinement réalisés à l'échéance 2015. Acheter l'agenda des OMD implique donc la poursuite des efforts engagés.

(4) Chiffres issus de « Trends in maternal mortality, 1990-2015 », tableau 3.3, p. 21 <http://www.who.int/reproductivehealth/publications/monitoring/maternal-mortality-2015/en/>

(5) Les chiffres sur l'état de l'épidémie de sida sont issus d'ONUSIDA : <http://www.unaids.org/fr/resources/fact-sheet>

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRÈS RÉALISÉS

L'objectif de réduction des 2/3 de la mortalité infantile n'a, par exemple, pas été atteint en 2015 : **15 000** enfants continuent de mourir chaque jour avant l'âge de 5 ans. En 2015, on estimait à environ **303 000** le nombre de décès maternels, soit 830 femmes perdant la vie tous les jours en raison de complications qui auraient pu être évitées. Le sida continue de tuer massivement et représente désormais la première cause de décès chez les adolescents (10-19 ans) en Afrique subsaharienne.

En outre, de nombreuses inégalités persistent entre les diverses régions du globe puisque l'immense majorité de ces décès intervient en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

Certaines avancées semblent par ailleurs aujourd'hui marquer le pas et nécessitent un regain de mobilisation. C'est le cas par exemple de la lutte pour le contrôle et l'élimination de la rougeole. Après avoir fortement progressé tout au long des années 2000, la couverture vaccinale (MCV1) stagne depuis 2010 et freine considérablement la progression vers l'objectif d'élimination de la pandémie.

Enfin, dans un rapport conjoint publié en juin 2015 (Tracking Universal Health Coverage), l'OMS et la Banque mondiale rappellent plus globalement que 400 millions de personnes à travers le monde n'ont toujours pas accès aux soins de santé les plus essentiels, invitant les États à investir davantage dans la lutte contre les inégalités d'accès. Parmi les nombreuses barrières, le coût de la santé représente un obstacle majeur puisque selon l'OMS, plus de 100 millions d'individus basculeraient chaque année dans la pauvreté à la suite de dépenses de santé auxquelles ils ne peuvent faire face.

Faire converger la santé mondiale en l'espace d'une génération : C'est possible !

Garantir des taux de mortalité suffisamment faibles dans tous les pays du globe pourrait devenir une réalité d'ici moins de 20 ans. C'est en tout cas ce qu'affirment plusieurs experts et économistes en santé dans un rapport publié dans The Lancet en

2013 et intitulé « **Global Health 2035** ».

Selon ses auteurs, la communauté internationale dispose aujourd'hui de toutes les capacités financières et technologiques nécessaires pour envisager une réduction drastique des taux de mortalité à travers le monde.

Un investissement massif en santé dès maintenant, estimé à environ **70 milliards de dollars par an**, permettrait de faire chuter les taux de mortalité de la plupart des pays à faible revenu à des niveaux similaires à ceux constatés dans les pays à revenu intermédiaire les plus performants, évitant ainsi 10 millions de décès d'ici 2035.⁽⁶⁾

Mettre en œuvre l'agenda élargi des Objectifs de développement durable (ODD)

Contrairement aux OMD santé construits autour de 3 principaux enjeux (santé maternelle, santé infantile et lutte contre les grandes pandémies), le nouvel agenda du développement propose une approche plus transversale et ambitieuse qui cherche à englober un grand nombre de problématiques sanitaires. L'ODD3 et ses cibles visent donc non seulement à poursuivre l'agenda des OMD mais aussi à intégrer de nouveaux enjeux ayant émergé sur la scène internationale et reflétant la transition épidémiologique en cours dans un grand nombre de pays émergents (maladies non transmissibles, prévention, lutte contre la pollution, etc.).

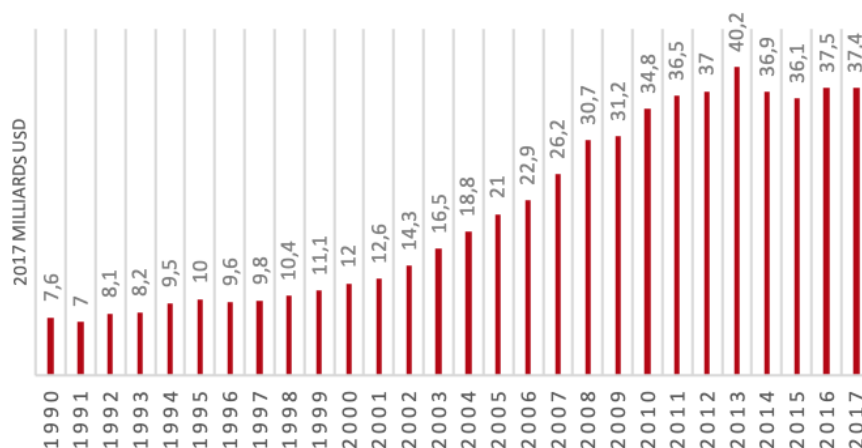
Pour de nombreux observateurs, le principal intérêt de ce nouvel agenda réside surtout dans la prise en compte d'enjeux liés au renforcement des systèmes de santé, insuffisamment intégrés dans les OMD (dispositifs de couverture sanitaire universelle, appui aux ressources humaines en santé, enjeux de «recherche et développement », etc.).

Cet agenda élargi pose nécessairement la question de l'effort financier qui doit l'accompagner. Au-delà des ressources domestiques des États, l'aide au développement devra aussi être au rendez-vous, à l'instar du rôle clef qu'elle a pu jouer dans la mise en œuvre des OMD.

(6) <http://globalhealth2035.org/report>

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRÈS RÉALISÉS

**ÉVOLUTION DE L'APD TOTALE EN SANTÉ
1990-2017**


“ L'AIDE INTERNATIONALE EN SANTÉ ”

Évolution de l'aide globale en santé

De manière paradoxale, le lancement des Objectifs de développement durable (ODD) et l'adoption d'un nouvel agenda « santé » particulièrement ambitieux coïncident avec un phénomène de contraction de l'aide mondiale en santé observé maintenant depuis plusieurs années.

Lors de la décennie 2000-2010, le déploiement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) s'est accompagné d'une croissance forte et continue des montants d'aide alloués au secteur sanitaire. Sur la période, l'aide au développement en santé (ADS) a augmenté en moyenne de 11,4% par an, passant de 12 milliards de dollars en 2000 à près de 35 milliards à la fin de la décennie (cf. graphique ci-dessus).

Depuis 2010, la progression de l'ADS s'est très fortement ralentie (1,2% de croissance annuelle en moyenne depuis 5 ans) pour se stabiliser autour de 37 milliards de dollars par an. En 2017, l'aide mondiale en santé est estimée à 37,4 milliards de dollars (IHME 2018).

Cette stagnation est perçue par certains comme le résultat d'une « fatigue des donateurs » après 10 ans d'investissements prioritaires dans le secteur.

D'autres considèrent au contraire que dans un contexte général de restriction des budgets d'aide au développement, le maintien des niveaux d'aide à la santé (représentant encore plus de 25% de l'aide totale) est le signe d'un engagement soutenu de la communauté internationale en faveur de la santé mondiale.

Principaux bailleurs de l'aide en santé

Les États-Unis constituent de loin la première source de financement de l'ADS avec un montant de 12,4 milliards de dollars en 2017, soit 1/3 de l'aide totale en santé. Le Royaume-Uni se distingue également avec une contribution de 3,3 milliards de dollars (même s'il faudra prochainement examiner l'impact négatif que pourrait avoir le Brexit sur ces volumes d'aide)⁽⁷⁾. L'Allemagne, la France et le Japon figurent également en tête des pays donateurs dans le secteur de la santé. Enfin, il convient de citer aussi le Canada et le Luxembourg qui, au regard du total de leur aide publique au développement (APD), consacrent une part non négligeable à la santé, respectivement 19,2% et 15,8%⁽⁸⁾.

Les bailleurs multilatéraux occupent une place importante dans l'aide au développement en santé. En 2017, la Banque mondiale et l'OMS ont déboursé 1,6 et 2,3 milliards de dollars respectivement tandis que les fonds décaissés via le Fonds mondial

(7) Cf IHME, rapport sur le financement de la santé 2017, <http://www.healthdata.org/policy-report/financing-global-health-2017>, p. 23.

(8) Cf chiffres du Donor Tracker : <https://donortracker.org/deep-dive/global-health>

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRÈS RÉALISÉS

(FMSTP) et GAVI se sont élevés à 4,6 et 1,5 milliards de dollars⁽⁹⁾.

Enfin, il faut souligner l'importance des fondations dans le financement du secteur de la santé et en particulier le rôle de la Fondation Gates (BMGF) en la matière. Avec 3.3 milliards de dollars en 2017, les financements de la Fondation en faveur de la santé pèsent autant que l'aide britannique, 2ème contributeur bilatéral du secteur.

Répartition géographique et sectorielle

Concernant la distribution de l'aide en santé, l'Afrique subsaharienne demeure la première région récipiendaire avec près de 12,3 milliards de dollars en 2016.

Si la lutte contre le VIH continue de recevoir d'importants financements (9,1 milliards de dollars en 2017), sa part dans l'APD totale en santé diminue depuis 2012 au profit des autres sous-secteurs. En 2017, la santé maternelle, néo-natale et infantile a reçu 11,6 milliards de dollars, soit 31% d'aide totale en santé, ce qui représente aujourd'hui le 1er secteur d'intervention de l'APD santé.

L'aide française en faveur de la santé mondiale

La stratégie de la France en matière de coopération sanitaire repose sur une approche très diversifiée qui consiste à soutenir une multitude de priorités stratégiques plutôt que de se concentrer sur quelques secteurs en particulier.

L'aide sanitaire de la France participe ainsi à la lutte contre les grandes pandémies (VIH/sida, tuberculose, paludisme), au financement de la santé maternelle et infantile, à la promotion des droits sexuels et reproductifs, à la lutte contre les maladies tropicales négligées, ainsi qu'à de nombreux autres aspects relatifs au renforcement des systèmes de santé.

Depuis 2012, la France s'est notamment investie sur les enjeux de protection sociale en santé et œuvre beaucoup sur la scène diplomatique pour promouvoir au niveau mondial le concept de couverture sanitaire universelle (« CSU »).

Une autre caractéristique de l'aide française en santé est de transiter majoritairement par le canal multilatéral via le financement et la participation à de nombreuses initiatives internationales comme le Fonds mondial, UNITAID (facilité d'achat de médicaments) ou l'alliance GAVI.

Volume de l'aide française en santé

En 2012, la « stratégie de la France pour la coopération internationale dans le domaine de la santé », actualisée en 2017, prévoyait de consacrer 1 milliard d'euros annuels à la santé. Le niveau actuel d'APD en santé n'a toutefois pas encore atteint cet objectif. D'après les estimations du projet Donor Tracker, les contributions de l'aide française en matière de santé s'élevaient en 2016 à 944 millions de dollars (816 millions d'euros). La nouvelle stratégie en santé mondiale 2017-2021 de la France n'est, quant à elle, assortie d'aucun engagement financier⁽¹⁰⁾.

On peut aussi noter une volonté de la part de l'État de recourir de manière plus importante aux prêts. Cette nouvelle tendance suscite notamment l'inquiétude de nombreuses ONG françaises pour qui l'augmentation du volume des prêts ne peut en aucun cas se substituer aux subventions nécessaires pour soutenir les systèmes publics de santé des pays les moins avancés.

Principaux engagements de la France en faveur de la santé mondiale

- **Fonds mondial : engagement d'1,08 milliard d'euros sur 3 ans (2017-2019) soit 360 millions par an.**
- **Alliance GAVI : engagement de 100 millions d'euros de prêts concessionnels pour la période 2016-2020. 150 millions dans le cadre de l'Iffim (la Facilité internationale de financement pour la vaccination) pour la période 2022-2026.**
- **UNITAID : contribution de 255 millions d'euros pour le triennum 2017-2019 (85 millions par an. On constate une réduction progressive de la contribution française).**

(9) Cf IHME, rapport sur le financement de la santé 2017, <http://www.healthdata.org/policy-report/financing-global-health-2017>, p. 24
 (10) http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_reperes_sante_mondiale_cle89ea7b.pdf

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRÈS RÉALISÉS

- **Engagements de MUSKOKA : 500 millions d'euros supplémentaires (2011-2015) en faveur de la santé maternelle et infantile. En 2016 et 2017, seuls 10 millions d'euros par an ont été renouvelés pour le Fonds français Muskoka.**

Mobilisation des ONG françaises

Il existe en France de nombreuses associations de solidarité internationale spécialisées dans le secteur de la santé. En 2015, une dizaine d'ONG françaises couvrant les différentes thématiques sanitaires (lutte contre les pandémies, nutrition, santé maternelle et infantile, droits sexuels et reproductifs, couverture santé universelle, etc.) ont décidé de se rassembler au sein du collectif santé mondiale afin de « défendre et promouvoir le financement de la santé mondiale par la France ».

Ci-dessous figurent les principales recommandations portées par ces organisations. Elles demandent à la France :

- D'allouer 0,1% du RNB* à la santé mondiale (soit 15% de son APD en dons à la santé) ;
- de continuer d'honorer sa contribution au Fonds mondial ;
- de relever à 110 millions d'euros par an la contribution annuelle de la France à UNITAID ;
- d'annoncer un engagement financier significatif et pérenne à l'appui de la mise en œuvre de sa stratégie 2016-2020 en matière de droits et santé sexuels et reproductifs ;
- de consacrer 250 millions d'euros d'ici 2022 à la lutte contre la malnutrition ;
- de prendre un engagement d'au moins 50 millions d'euros par an supplémentaires dès 2017 en faveur de l'accès universel aux soins et de la consolidation des systèmes sanitaires (ressources humaines en santé, gouvernance des politiques, mécanismes de financement pérennes...).

* Le Revenu national brut (RNB) est défini comme le PIB plus les salaires et rémunérations nets reçus de l'étranger, plus les revenus nets de la propriété provenant de l'étranger plus les impôts et subventions nets reçus de l'étranger. (source : OCDE)

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT**RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRÈS RÉALISÉS**

WHO, UNICEF, UNFPA, UNPD, World Bank (2015), [Trends in maternal mortality: 1990 to 2015](#)

IHME (2018), [Rapport sur le financement de la santé 2017](#)

Collectif Santé Mondiale (août 2017), [Agir pour la santé mondiale. Le rôle indispensable de la France](#)

MAEDI (2017), [Stratégie de la France en santé mondiale 2017-2021](#)

Nations unies (2015), [Rapport 2015 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement](#)

OMS, [Observatoire de la santé mondiale](#)

OMS (2018), [World Health Statistics 2018](#)

OMS, Banque mondiale (2015), [Tracking universal health coverage: First global monitoring report](#)

The Lancet Commissions (2014), [Global health 2035: a world converging within a generation](#)

Focus 2030

Focus 2030 est une association qui accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement ;
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement ; et
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes.

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

Directeur de la publication : Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030

NOTE D'ANALYSE

FOCUS 2030

ÉDITION SEPTEMBRE 2018

www.focus2030.org